CAGP 2021

MARS 2021

DOC INFO NO 1

Titre	Aperçu des Conventions et autres instruments établis sous les auspices de la CNUDCI, d'UNIDROIT et de la HCCH
Document	Doc. info. 1 de février 2021
Auteur	BP
Point de l'ordre du jour	Point IV.5.
Mandat(s)	S.O.
Objectif	Faire état des Conventions et autres instruments établis sous les auspices de la CNUDCI, d'UNIDROIT et de la HCCH
Mesure(s) à prendre	Pour décision ☐ Pour approbation ☐ Pour discussion ☐ For action ☐ Pour information ☒
Annexes	S.O.
Document(s) connexe(s)	S.O.

Table des matières

I. Droit commercial et droit financier 1

A. Domaine bancaire – Crédit – Finance – Insolvabilité 1

B. Marchés financiers et titres 3

C. Passation de marchés et développement des infrastructures 3

D. Droit des contrats 4

E. Propriété intellectuelle 4

F. **Contrats spéciaux** 4

II. Entraide administrative et judiciaire, accès à la justice, et résolution des conflits en matières civile et commerciale 6

A. Entraide administrative et judiciaire et accès à la justice 6

B. Contentieux international 7

C. Arbitrage 7

D. Règlement en ligne des litiges 8

III. Protection Internationale des enfants et des adultes vulnérables, recouvrement des aliments destinés à la famille 8

A. Protection internationale des enfants 8

B. Protection internationale des adultes vulnérables 10

C. Relations internationales familiales et patrimoniales 10

D. Succession internationale 10

IV. Droit privé et développement de l'agriculture 10

Aperçu des Conventions et autres instruments établis sous les auspices de la CNUDCI, d'UNIDROIT et de la HCCH[1]

I. Droit commercial et droit financier

A. Domaine bancaire – Crédit – Finance – Insolvabilité

Conventions

1 Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, adoptée le 9 décembre 1988[2].

2 Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by, adoptée le 11 décembre 1995.

3 Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international, adoptée le 12 décembre 2001.

4 Convention d'UNIDROIT sur l'affacturage international, Ottawa (28 mai 1988).

5 Convention d'UNIDROIT sur le crédit-bail international, Ottawa (28 mai 1988).

6 Convention d'UNIDROIT relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, Le Cap (16 novembre 2001) (la Convention du Cap), et

- Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement, Le Cap (16 novembre 2011) ;
- Protocole de Luxembourg à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire, Luxembourg (23 février 2007) ;
- Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux, Berlin (9 mars 2012) ;
- Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement miniers, agricoles et de construction, Pretoria (22 novembre 2019).

Autres

7 Loi type d'UNIDROIT sur la location et la location-financement, adoptée le 13 novembre 2008.

8 UNIDROIT – Préparation d'une Loi type sur l'affacturage (projet en cours).

9 UNIDROIT – Préparation d'un instrument sur l'harmonisation des lois nationales sur l'insolvabilité concernant la liquidation des banques et les règles de coopération et de coordination dans les affaires transfrontalières (projet en cours).

10 UNIDROIT – Préparation de Principes sur les actifs numériques et le droit privé (projet en cours).

11 CNUDCI- UNIDROIT – Préparation d'une Loi type sur les récépissés d'entrepôt (projet en cours).

---

1 Aperçu préparé par le Bureau Permanent de la HCCH en consultation avec les secrétariats de la CNUDCI et d'UNIDROIT, constituant une mise à jour du Doc. trav. No 3 distribué lors du Conseil d'avril 2007 sur les affaires générales et la politique de la Conférence. Toute erreur ou omission serait à attribuer au Bureau Permanent.

2 Les conventions élaborées par la CNUDCI sont adoptées en général par l'Assemblée générale (à l'exception de la CVIM et des Règles de Hambourg qui ont été adoptées dans le cadre d'une conférence diplomatique) et les lois types, les guides ou les autres textes sont adoptés par la Commission (sauf indication contraire, comme par exemple le Guide juridique de la CNUDCI sur les transferts électroniques de fonds qui a été élaboré par le Secrétariat).

12 Guide juridique de la CNUDCI sur les transferts électroniques de fonds, finalisé en 1987.

13 Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux, adoptée le 15 mai 1992.

14 Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale, adoptée le 30 mai 1997.

15 Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité, adopté le 25 juin 2004.

16 Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties, adopté le 14 décembre 2007.

17 Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties : supplément sur les sûretés réelles mobilières grevant des propriétés intellectuelles, adopté le 29 juin 2010.

18 Guide pratique de la CNUDCI sur la coopération en matière d'insolvabilité internationale, adopté le 1er juillet 2009.

19 Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité – Troisième partie – Traitement des groupes d'entreprises en cas d'insolvabilité, adopté le 1er juillet 2010.

20 Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge, adoptée le 1er juillet 2011.

21 Loi type de la CNUDCI sur la reconnaissance et l'exécution des jugements liés à l'insolvabilité, adoptée le 2 juillet 2018.

22 Publication conjointe « Textes de la CNUDCI, de la Conférence de La Haye et d'UNIDROIT sur les sûretés – Comparaison et analyse des principaux éléments des instruments internationaux relatifs aux opérations garanties », mai 2012.

23 Guide de la CNUDCI sur la mise en place d'un registre des sûretés réelles mobilières, adopté le 16 juillet 2013.

24 Guide pour l'incorporation et l'interprétation de la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale, adopté le 18 juillet 2013.

25 Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité – Quatrième partie : obligations des administrateurs d'entreprises dans la période précédant l'insolvabilité, adopté le 18 juillet 2013.

26 Loi type de la CNUDCI sur les opérations garanties, adoptée le 1er juillet 2016 et Guide pour l'incorporation dans le droit interne adopté le 20 juillet 2017.

27 Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques adoptée le 13 juillet 2017.

28 Document de la CNUDCI intitulé « Reconnaître et prévenir la fraude commerciale : indicateurs de fraude commerciale », finalisé en 2013.

29 Guide législatif de la CNUDCI sur les grands principes d'un registre des entreprises, adopté le 27 juin 2018.

30 Guide pratique relatif à la Loi type de la CNUDCI sur les sûretés mobilières, adopté le 12 juillet 2019.

31 Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité des groupes d'entreprises et du Guide pour son incorporation, adoptés le 15 juillet 2019.

32 Section supplémentaire de la quatrième partie du Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité concernant les obligations des administrateurs d'entreprises faisant partie d'un groupe pendant la période précédant l'insolvabilité, adoptée le 15 juillet 2019.

33 Précis de jurisprudence concernant la Loi type sur l'insolvabilité internationale, finalisé en 2021.

B. Marchés financiers et titres

Conventions

1 Convention de la HCCH du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire.

2 Convention d'UNIDROIT sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiés (« Convention de Genève sur les titres »), Genève (9 octobre 2009).

Autres

3 Principes d'UNIDROIT concernant l'applicabilité des clauses de résiliation-compensation, 2013

4 Guide législatif d'UNIDROIT sur les titres intermédiés, 2017.

C. Passation de marchés et développement des infrastructures

1 Guide juridique de la CNUDCI pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles, adopté le 14 août 1987.

2 Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens et de travaux et Guide pour l'incorporation dans le droit interne, adoptée le 16 juillet 1993.

3 Loi type de la CNUDCI sur la passation de marchés de biens, de travaux et de services et Guide pour l'incorporation dans le droit interne, adoptée le 15 juin 1994.

4 Guide législatif de la CNUDCI sur les projets d'infrastructure à financement privé, adopté le 29 juin 2000.

5 Dispositions législatives types de la CNUDCI sur les projets d'infrastructure à financement privé, adoptées le 7 juillet 2003.

6 Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés, adoptée le 1er juillet 2011.

7 Guide pour l'incorporation dans le droit interne de la loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés, adopté le 28 juin 2012.

8 Orientations sur les règlements en matière de passation des marchés à promulguer conformément à l'article 4 de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics, adoptées le 19 juillet 2013.

9 Glossaire des termes liés à la passation des marchés utilisés dans la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics, adopté le 19 juillet 2013.

10 Dispositions législatives types de la CNUDCI sur les partenariats public-privé, adoptées le 10 juillet 2019.

11 Guide législatif de la CNUDCI sur les partenariats public - privé, adopté le 10 juillet 2019.

D. Droit des contrats

Conventions

1 Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux, adoptée le 23 novembre 2005.

Autres

2 Principes de la HCCH sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux, adoptés le 19 mars 2015.

3 Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international (3e éd., 2010) ; base pour l'avant-projet d'Acte uniforme OHADA sur le droit des contrats.

4 Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international (4e éd., 2016) ;

5 Clauses types sur l'utilisation des Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international par les parties, 2013.

6 Règles uniformes de la CNUDCI relatives aux clauses contractuelles stipulant qu'une somme convenue est due en cas de défaut d'exécution, adoptées en 1983.

7 Recommandation de la CNUDCI concernant la valeur juridique des enregistrements informatiques, adoptée en 1985.

8 Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique et Guide pour son incorporation (1996), avec article 5 *bis* tel qu'ajouté en 1998.

9 Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques et Guide pour son incorporation, adoptée le 5 juillet 2001.

10 CNUDCI – Promouvoir la confiance dans le commerce électronique : questions juridiques relatives à l'utilisation internationale des méthodes d'authentification et de signature électroniques, texte achevé en 2007.

11 CNUDCI/UNIDROIT/HCCH – Guide juridique tripartite sur les instruments juridiques uniformes dans le domaine du droit des contrats commerciaux internationaux (principalement les ventes) , 2020.

E. Propriété intellectuelle

1 Guide OMPI et HCCH - Quand le droit international privé rencontre le droit de la propriété intellectuelle – Guide à l'intention des juges (octobre 2019).

F. Contrats spéciaux

a. Vente et opérations d'échanges compensés

Conventions

1 Convention de la HCCH du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

2 Convention de la HCCH du 22 décembre 1986 sur la loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises.

3 Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, adoptée le 11 avril 1980.

4 Convention des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (telle qu'amendée par le Protocole de 1980), adoptée le 12 juin 1974.

5 Convention d'UNIDROIT portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI), adoptée à La Haye le 1er juillet 1964.

6 Convention d'UNIDROIT portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels (LUFC), adoptée à la Haye le 1er juillet 1964.

Autres

7 Déclaration relative au domaine de la Convention de La Haye du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels aux termes de laquelle cette Convention « ne met pas obstacle à l'application par les États parties de règles particulières sur la loi applicable aux ventes aux consommateurs », adoptée le 25 octobre 1980.

8 Articles de la HCCH du 25 octobre 1980 sur la loi applicable à certaines ventes aux consommateurs.

9 Guide juridique de la CNUDCI pour les opérations d'échanges compensés, adopté le 12 mai 1992.

10 Principes de droit des contrats de réassurance (PRINCL), 2019.

b. Intermédiaires

1 Convention de la HCCH du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation.

2 Convention internationale d'UNIDROIT relative au contrat de voyage (CCV), Bruxelles (23 avril 1970).

3 Convention d'UNIDROIT sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises, Genève (17 février 1983).

c. Franchise

1 Guide d'UNIDROIT de 1998 sur les Accords internationaux de franchise principale (2e éd., 2007).

2 Loi type d'UNIDROIT sur la divulgation des informations en matière de franchise, adoptée le 25 septembre 2002.

d. Transports de marchandises

Conventions

1 Convention des Nations Unies / CEE du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), telle qu'amendée par les Protocoles de 1978 et de 2008 (préparation par UNIDROIT).

2 Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer (les « Règles de Hambourg »), adoptée le 31 mars 1978.

3 Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international, adoptée le 19 avril 1991.

4 Convention des Nations Unies sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer (les « Règles de Rotterdam »), adoptée le 11 décembre 2008.

Autres

5 Disposition de la CNUDCI relative à l'unité de compte et dispositions relatives à l'ajustement de la limite de responsabilité dans les conventions sur les transports internationaux et sur la responsabilité, adoptée le 28 juillet 1982.

e. Responsabilité civile

Conventions

1 Convention de la HCCH du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.

2 Convention de la HCCH du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits.

f. Droit des trusts

1 Convention de la HCCH du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance.

II. Entraide administrative et judiciaire, accès à la justice, et résolution des conflits en matières civile et commerciale

A. Entraide administrative et judiciaire et accès à la justice

Conventions

1 Convention de la HCCH du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, y compris les travaux en cours sur programme pilote d'Apostille électronique (e-APP, qui promeut l'utilisation d'e-Apostilles et des e-Registres en ligne d'Apostilles).

2 Convention de la HCCH du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.

3 Convention de la HCCH du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.

4 Convention de la HCCH du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice.

Autres

5 Travaux concernant une éventuelle Convention sur la Coopération en matière de protection des touristes et visiteurs étrangers (projet en cours)

6 Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Notification de La Haye (4e édition, janvier 2016).

7 Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Preuves (4e édition, décembre 2020).

8 Guide de bonnes pratiques sur l'utilisation de liaisons vidéo dans le cadre de la Convention Preuves (avril 2020).

9 L'ABC de l'Apostille (2010).

10 Comment devenir Partie à la Convention Apostille et comment la mettre en œuvre – Guide succinct à l'intention des pays intéressés à devenir partie à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (avril 2011).

11 Manuel sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille (avril 2013).

B. Contentieux international

Conventions

1 Convention de la HCCH du premier février 1971 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, y compris le Protocole additionnel à la Convention.

2 Convention de la HCCH du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for.

3 Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, Rome (24 juin 1995).

4 Convention de la HCCH du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale.

Autres

5 Principes ALI – UNIDROIT de procédure civile transnationale, adoptés en 2004.

6 Dispositions législatives modèles UNESCO – UNIDROIT définissant la propriété de l'État sur les biens culturels non découverts (2011).

7 ELI – UNIDROIT - Règles modèles européennes de procédure civile transnationale, 2020.

8 Liste récapitulative de mise en œuvre – Convention de la HCCH du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for (2012).

9 UNIDROIT – Préparation d'un instrument sur le Meilleures pratiques pour des procédures d'exécution efficaces (projet en cours).

C. Arbitrage

Conventions

1 Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (la « Convention de New York »), adoptée le 10 juin 1958.

2 Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités, adoptée le 10 décembre 2014.

3 Convention des Nations Unies sur les accords de règlements internationaux issus de la médiation, adoptée le 20 décembre 2018.

Autres

4 Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, adopté le 28 avril 1976, et révisé en 2010, comprenant un nouvel article premier, paragraphe 4, tel qu'adopté en 2013.

5 Règlement de conciliation de la CNUDCI, adopté le 23 juillet 1980.

6 Recommandations de la CNUDCI visant à aider les institutions d'arbitrage et autres organismes intéressés en cas d'arbitrages régis par le règlement d'arbitrage de la CNUDCI, adoptées en 1982.

7 Aide-mémoire de la CNUDCI sur l'organisation des procédures arbitrales, adopté le 7 juillet 2016.

8 Loi type de la CNUDCI sur la conciliation commerciale internationale et Guide pour son incorporation dans le droit interne et son utilisation, adoptée le 24 juin 2002.

9 Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, 1985, avec les amendements tels qu'adoptés le 7 juillet 2006.

10 Loi type de la CNUDCI sur la médiation commerciale internationale et les accords de règlements internationaux issus de la médiation de 2018 (modifiant la Loi type de la CNUDCI sur la conciliation commerciale internationale de 2002), adoptée le 25 juin 2018.

11 Recommandation de la CNUDCI relative à l'interprétation de l'article II (2) et de l'article VII (1) de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958), adoptée le 7 juillet 2006.

12 Recommandations visant à aider les institutions d'arbitrage et autres organismes intéressés en cas d'arbitrages régis par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI révisé en 2010, adoptées le 2 juillet 2012.

13 Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (date d'entrée en vigueur : premier avril 2014).

14 Guide du secrétariat de la CNUDCI sur la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (septembre 2016)

D. Règlement en ligne des litiges

1 Notes techniques de la CNUDCI relatives au règlement en ligne des litiges.

III. Protection Internationale des enfants et des adultes vulnérables, recouvrement des aliments destinés à la famille

A. Protection internationale des enfants

Conventions

1 Convention de la HCCH du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.

2 Convention de la HCCH du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires.

3 Convention de la HCCH du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

4 Convention de la HCCH du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

5 Convention de la HCCH du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.

6 Convention de la HCCH du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille.

7 Protocole de la HCCH du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.

Autres

8 Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de la HCCH du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, en six parties : I Pratique des Autorités centrales (2003) ; II Mise en œuvre (2003) ; III Mesures préventives (2005) ; IV Exécution (2010) ; V Médiation ; et VI Article 13(1)(b) (mars 2020) [ainsi qu'une série de documents d'ordre pratique].

9 Contacts transfrontières relatifs aux enfants, Principes généraux et Guide de bonnes pratiques sous les Conventions de la HCCH Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996 (2008).

10 La mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention de la HCCH de 1993 sur l'adoption internationale, Guide de bonnes pratiques, Guide No 1 (2008).

11 L'agrément et les organismes agréés en matière d'adoption : principes généraux et Guide de bonnes pratiques, Guide No 2 en vertu de la Convention de la HCCH de 1993 sur l'adoption internationale 2013).

12 Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de la HCCH de 1996 sur la protection des enfants (2014).

13 Principes généraux relatifs aux communications judiciaires dans les matières du droit de la famille (2013).

14 Manuel pratique pour les responsables de dossiers concernant la Convention de la HCCH de 2007 sur le recouvrement des aliments (2014).

15 Manuel pratique pour les autorités compétentes : Convention de la HCCH de 2007 sur le recouvrement des aliments, Protocole de la HCCH de 2007 sur la loi applicable (obligations alimentaires) et Règlement de l'Union européenne de 2009 en matière d'obligations alimentaires (2013).

16 Liste récapitulative de mise en œuvre – Convention de la HCCH de 2007 sur le recouvrement des aliments (2009).

17 Travaux actuellement menés par la HCCH au sujet des questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international (projet filiation / maternité de substitution).

18 Travaux en cours de la HCCH sur la reconnaissance et l'exécution des accords conclus dans le cadre de différends familiaux impliquant des enfants (Projet sur les accords familiaux impliquant des enfants)

B. Protection internationale des adultes vulnérables

1 Convention de la HCCH du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.

2 Liste récapitulative de mise en œuvre – Convention de la HCCH de 2000 sur la protection des adultes (en cours)

C. Relations internationales familiales et patrimoniales

Conventions

1 Convention de la HCCH du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps.

2 Convention de la HCCH du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages.

3 Convention de la HCCH du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

Voir aussi *supra* J.

D. Succession internationale

Conventions

1 Convention de la HCCH du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires.

2 Convention de la HCCH du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions.

3 Convention de la HCCH du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance (voir *supra* F).

4 Convention de la HCCH du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort.

5 Convention d'UNIDROIT portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, Washington, D.C. (26 octobre 1973).

IV. Droit privé et développement de l'agriculture

1 Guide juridique sur l'agriculture contractuelle UNIDROIT /FAO/FIDA (mai 2015).

2 UNIDROIT – Préparation d'un Guide international sur les contrats d'investissement en terres agricoles, adopté par UNIDROIT en 2020.

3 UNIDROIT – Préparation d'un instrument UNIDROIT /FAO/FIDA sur la structure juridique des entreprises agricoles (projet en cours).